

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ET DES LIBERTÉS

ÉCOLE NATIONALE
DE LA MAGISTRATURE

CONCOURS ou EXAMEN* : 1^{er} concours

d'accès à l'E.N.M.

DATE : 10 juin 2016

A MAGISTRATURE

ou d'y mettre un signe quelconque

l'acte enquête de
pendant 8 jours
quête par
témoins
et

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat : **1090**

NOTE

16,50 / 20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :

4

COMPOSITION DE Cas pratique de droit pénal et
procédure pénale.

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE
(signature)

Il est interdit aux candidats de signer

ou l'enseignement de Michel
Refrain comme font
placemont en g
des inventio
pérelab
dang

caractériser la flagrance, il convient de réunir trois critères : un critère de gravité, un critère apparent et un critère temporel.

Sur le critère de gravité, l'infraction doit être soit un crime soit un délit. En l'espèce, la découverte d'un cadavre ensanglanté revêt un caractère de gravité dans la mesure où il est possible de penser que Jean-Paul Durant a été victime d'un meurtre (crime). Le critère de gravité est rempli.

Sur le critère temporel, l'article 53 du CPP prévoit qu'il est qualifié de crime ou de délit flagrant, le crime ou le délit qui se commet ou qui vient de se commettre. À cet égard, la jurisprudence considère que l'infraction doit être découverte dans les 24 heures de sa commission. En l'espèce, le corps de Jean-Paul Durant est découvert le 20 février 2016 vers 6 heures. La découverte de l'infraction a donc eu lieu moins de 24 heures après sa commission. Par conséquent, le critère temporel existe.

Sur le critère apparent, l'article 53 du CPP se réfère aux indices rendant ce infraction flagrante. Il doit donc exister des indices apparents de l'existence d'une infraction flagrante. En l'espèce, la découverte d'un cadavre ensanglanté est un indice apparent. L'élément apparent est caractérisé.

① Le cadre procédural.

Le 20 février 2016 vers 6 heures, le cadavre de Jean-Paul Durant est découvert. Une enquête est alors diligentée.

L'article 53 du Code de procédure pénale (ci-après CPP) encadre l'enquête de flagrance. Par premier

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

Par conséquent, les enquêteurs agissent dans le cadre d'une enquête de flagrance. L'enquête de flagrance se poursuitra alors pendant 8 jours à condition que les enquêteurs effectuent un acte d'enquête par jour. En outre, elle pourra être prolongée de 8 jours supplémentaires sur décision du procureur si les investigations doivent être poursuivies et ont nécessairement à la manifestation de la vérité.

② L'avis.

L'article 60 alinéa 2 du CPP prévoit que les enquêteurs sont tenus d'aviser le procureur de la République territorialement compétent dès qu'ils ont connaissance d'un crime ou d'un délit.

En l'espèce, les enquêteurs doivent aviser le procureur de la République.

③. La régularité de la garde à vue.

L'article 67-2 du CPP prévoit la possibilité pour les enquêteurs de recourir à une garde à vue lorsqu'ils ont des raisons plausibles de soupçonner qu'une personne a commis ou tenté de commettre un crime ou un délit puni d'une peine d'emprisonnement. Le même article prévoit également de justifier le placement en garde à vue. Par ailleurs, l'article 73 du CPP permet aux enquêteurs d'interpeller une personne dans le cadre d'une enquête de flagrance.

En l'espèce, les enquêteurs agissent dans le cadre de la flagrance. L'interpellation est valable. Ensuite, la déconvenue du cadavre permet de soupçonner qu'un crime a été commis ce qui permet de justifier la mesure. De plus, grâce

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

au témoignage de Michel Rardot, les enquêteurs ont pu identifier Emmanuel Refia comme étant soupçonné d'avoir commis une infraction. Enfin, le placement en garde-à vue permettant en outre de permettre l'exécution des investigations impliquant la présence de la personne et de garantir la présence de la personne devant le procureur. En effet, le quartier où se situe l'infraction est fréquenté par des personnes "marginales" ce qui permet de justifier le placement de la personne en garde-à vue. Par conséquent, la garde-à vue était en l'espèce possible.

Sur la régularité de la garde-à vue :

- x L'article 63 du CPP prévoit que la garde-à vue est régulière si l'officier de police judiciaire a dès le début de la mesure informé le procureur de la République. Par ailleurs, la durée initiale de la garde-à vue est de 24 heures mais elle peut être prolongée par le procureur pour 24 heures supplémentaires après présentation de la personne à son présentation par décision écrite et motivée.

En l'espèce, aucun témoin n'indique que l'OPJ a informé le procureur de la mesure. De plus, la garde-à vue a duré 47 heures. Ainsi, ce n'est que si le procureur a été avisé de la mesure et a autorisé la prolongation de la garde-à vue que celle-ci est régulière.

Par conséquent, la régularité de la garde-à vue est abandonnée à l'appréciation du procureur : argument du placement et à son autorisation s'agissant de la prolongation.

- x L'article 63-1 du CPP prévoit quant à lui la récolement de l'individu à la personne placée en garde-à vue et droits à savoir.

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N° 1

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

notamment les informations relatives aux causes de son placement en garde à vue (infraction, date, lieu etc), le droit d'être assisté par un avocat, le droit de faire prévenir ses proches et son employeur, le droit d'être examiné par un médecin. L'OPJ doit notifier ses droits à la personne dès le début de la garde à vue. Il doit aussi lui remettre un document écrit énonçant ces droits.

En l'espèce, il convient de s'intéresser sur deux points: le moment de la notification des droits et l'assistance de l'avocat.

→ La notification des droits.

L'article 63-1 prévoit qu'elle doit avoir lieu dès le placement en garde à vue sans peine de nullité pour tardiveté. Toutefois, la jurisprudence admet que cette notification soit différée en raison soit de circonstances insurmontables soit de la durée du trajet entre le lieu d'interpellation et le commissariat à condition que cette durée ne soit pas excessive. (Chambre criminelle 2 décembre 1982)

En l'espèce, l'OPJ a placé Emmanuel en garde à vue à 18 heures mais la notification de ses droits n'a eu lieu qu'à 35 minutes plus tard à l'arrivée au commissariat de police le plus proche. A priori, la notification peut sembler tardive. Toutefois, cette notification a eu lieu dès l'arrivée au commissariat de police le plus proche. La durée de 35 minutes semble raisonnable en considérant que le commissariat était bien le plus proche du lieu d'interpellation.

Par conséquent, il est possible de considérer la garde à vue comme.

régulière.

→ Sur l'assistance d'un avocat.

L'article 63-1 prévoit la possibilité d'être assisté par un avocat. L'article 63-1-1 prévoit que cette possibilité est offerte dès le début de la garde à vue. De plus, si l'avocat choisi ne peut être contacté, la personne peut demander à ce qu'il lui en soit commis un d'office par le bâtonnier.

En l'espèce, l'avocat choisi par Emmanuel Refa. n'a pas pu être joint ni sur son téléphone fixe ni sur son téléphone portable. Un deuxième avocat a été contacté par l'OPJ et est intervenu.

Toutefois, il n'est pas fait mention de l'information du bâtonnier. Celui-ci n'a donc pas désigné le deuxième avocat. Par conséquent, la garde à vue semble irrégulière sur ce point dans la mesure où l'avocat n'a pas été désigné par le bâtonnier.

Néanmoins, s'agissant de la nullité, il convient de se demander si le fait que le second avocat désigné ne l'ait pas été par le bâtonnier fait grief à la personne gardée à vue.

En l'espèce, l'avocat a pu assister Emmanuel, celui-ci a donc pu faire valoir ses droits. Par conséquent, la garde à vue pourrait tout de même être déclarée irrégulière.

Toutefois, si la désignation de l'avocat par le bâtonnier est une disposition d'ordre public, la garde à vue est irrégulière.

~~L'article 64-1~~ L'article 64-1 du CPP prévoit quant à lui que la garde à vue doit être enregistrée en matière criminelle sans peine de

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N° 2

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

notifié. Toutefois, en cas de cercle ou de croquis, cet enregistrement n'est pas requis. (Chambre criminelle 3 avril 2007)

En l'espèce, la garde à vue avait fait l'objet d'un enregistrement mais celui-ci n'a pu se réaliser en raison d'un défaut de matériel.

Par conséquent, la garde à vue est irrégulière sur ce point.

À l'article 63-4 prévoyant qu'en cas de prolongation de la garde à vue, la personne peut demander à s'entretenir à nouveau avec son avocat.

En l'espèce, le deuxième avocat est parti avant la prolongation. Si Emmanuel avait voulu le revoir, il aurait pu le demander.

Par conséquent, il n'y a aucune irrégularité sur ce point.

⑤ La perquisition.

L'article 56 du CPP prévoit la possibilité pour les OJF en enquête de flagrance de procéder à une perquisition au domicile des suspects. À cet égard, l'article 56 prévoit que la présence de la personne n'est pas indispensable. De même, de jurisprudence constante, la Cour de cassation affirme que la présence de l'avocat n'est pas requise pour une telle mesure.

En l'espèce, l'avocat observe que la perquisition a eu lieu sans son amorce. Toutefois, cela n'est pas de nature à rendre la perquisition irrégulière.

Par conséquent, la perquisition sans la présence de l'avocat est nulle.
L'avocat n'a pas à être présent.

⑤. los infrachars.

L'article 221-1 du Code pénal prévoit et réprime le meurtre. L'élément matériel du meurtre consiste en un comportement, un résultat et un lien de causalité. Le comportement est un acte positif pouvant résider dans le fait de porter des coups. Le résultat consiste en le décès. Le lien de causalité doit exister entre l'acte et le résultat. En l'espèce, Emmanuel Refia a bien porté des coups à la victime avec une arme blanche. Le corps de la victime étant atteint au niveau de l'artère fémorale et au niveau du cœur. Jean-Paul Duront est décédé, de plus, l'autopsie a révélé que le décès avait été causé par une hémorragie massive consécutive aux coups. Par conséquent, les coups portés par Emmanuel sur Jean-Paul ont bien entraîné son décès. L'élément matériel est caractérisé dans tous ses éléments.

ses éléments.

L'élément moral réside dans le dol général (conscience de violer la loi pénale) et le dol spécial, l'intention récidivique de violer la loi de l'espèce, Emmanuel ayant conscience de violer la loi pénale. En revanche, il ne avait voulu tuer Jean-Paul. L'élément matériel réside a priori pas là. Toutefois, la Cour de cassation a considéré que l'intention récidivique pouvait être caractérisée en regard à la partie du corps visée par les coups (chambre criminelle 13 juin 1931). Or en l'espèce, Emmanuel a visé le cœur et l'artère fémorale. Le présent, il est possible d'en déduire que l'élément moral est caractérisé.

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N° 3

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

Par conséquent, ce cas les éléments matériels de l'infraction sont caractérisés, Emmanuel encourt une peine de 30 ans de réclusion criminelle.

Toutefois, il convient d'envisager une autre infraction en regard avec incertitudes entourant l'élément moral des meurtres en l'espèce.

L'article 227-7 du Code pénal prévoit et réprime les violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner.

L'élément matériel réside en un comportement, un résultat et un lien de causalité. Le comportement est constitué par un acte positif et en l'espèce, il s'agit des coups portés par Emmanuel. Le résultat consiste en le décès de la personne, Jean-Paul est bien décédé. Le lien de causalité entre ces deux éléments est établi par l'autopsie. L'élément matériel existe.

L'élément moral consiste en un dol général et en un dol indéterminé. Le dol général (conscience de voler la loi pénale) est établi. Le dol indéterminé consiste en une prise de risque, en la conscience de commettre un acte répréhensible sans avoir la volonté du résultat. En l'espèce, Emmanuel reconnaît s'être battu avec Jean-Paul mais nie une intention de tuer. Il reconnaît en revanche qu'il s'agissait d'un accident. Par conséquent, Emmanuel avait conscience du danger mais n'a pas recherché la mort de la victime. L'élément moral, le dol indéterminé, est caractérisé.

L'infraction est caractérisée. Emmanuel encourt 15 ans de réclusion criminelle. Toutefois, il convient d'envisager une circonstance aggravée.

L'article 227-8 du Code pénal en son 10° prévoit la circonstance aggravante d'usage d'une arme. Or en l'espèce, d'un point l'autopsie révèle que les blessures sont dues à un crime d'arme. D'autre part, un opinel a été retrouvé chez Emmanuel et était maculé de sang et saisi dans un torchon. De plus, Emmanuel portait habituellement cet opinel. Si les expertises démontrent que cette arme est bien celle ayant servi à l'infraction, alors la circonstance aggravante d'usage d'une arme pourra être retenue. Emmanuel encourra alors une peine de 20 ans de réclusion criminelle.

En regard à l'incrimination retenue d'Emmanuel, il conviendra de la poursuivre sous cette seconde qualification qui semble plus adaptée.

⑥. Les orientations procédurales

À l'issue de sa garde à vue, Emmanuel Refia est présenté au parquet, mis en examen et écroué.

L'article 79 du CPP prévoit que l'instruction est obligatoire en matière criminelle et facultative en matière délictuelle.

En l'espèce, la qualification retenue est celle de violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner. Il s'agit d'un crime.

Par conséquent, le procureur est tenu de saisir le juge d'instruction par un réquisitoire introductif. Celui-ci instruit alors à charge et à décharge. Emmanuel Refia a en outre été placé sous le statut de mis en examen. À l'issue de l'instruction, le juge d'instruction pourra rendre soit une ordonnance de mise en accusation devant la cour d'assises soit une ordonnance de non lieu soit encore opérer une correctionnalisation des faits en homicide involontaire.

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N° 4

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

En effet, l'article 221-6 du Code pénal prévaut et réprime l'homicide involontaire.

L'élément matériel réside dans un acte de commission ou d'omission ayant entraîné le décès. En l'espèce, le fait de s'être battu "par ruse" selon les termes d'Emmanuel peut caractériser l'acte positif d'imprudences requises. Le résultat est caractérisé car Jean-Paul est mort. Le lien de causalité existe et se révèle direct dans la mesure où un contact physique existe.

L'élément moral en cas de causalité direct réside selon l'article 121-3 dans une faute d'imprudences simple. En l'espèce, le battant "par ruse" avec une arme blande révèle une faute simple. L'élément moral existe.

Ainsi, il semble possible de caractériser l'infraction d'homicide involontaire. Emmanuel encourant alors une peine de trois ans d'emprisonnement et 45.000 € d'amende.

Aussi le juge d'instruction disposera éventuellement de la possibilité de caractériser les faits.
